

**François Hollande, Président de la République**

« Madame la ministre ;

Monsieur le ministre ;

Monsieur le président de PSL ;

Monsieur le directeur de l'École normale supérieure ;

Mesdames, messieurs qui avez participé à ce colloque,

Je suis très heureux de pouvoir à mon tour m'y exprimer. M'y exprimer pour marquer tout l'intérêt que je porte au Centre européen d'études républicaines.

Vous avez choisi comme thème de votre travail « modernités républicaines » qui définit parfaitement la situation dans laquelle nous nous trouvons. Parce que personne ne doute de la modernité de l'idée de la République. Mais le thème est aussi revenu en force depuis une vingtaine d'années, sans doute à cause des épreuves que nous avons pu traverser, notamment ces derniers mois, mais aussi de la question de la mondialisation, de ce qu'elle exige d'une Nation ou d'un ensemble pour comprendre quelle est sa place, quel est son destin et quelle est sa forme d'organisation.

Le caractère pluriel de la République ne fait pas de doute non plus. Il faut pour s'en convaincre là-encore entendre tous les discours, d'où qu'ils viennent, de tous horizons. Ils se sont tous emparés de la République.

Ce n'était pas vrai il y a encore quelques années, quelques décennies. Aujourd'hui la République est devenue un lieu commun, ne nous en plaignons pas, si c'est le lieu commun qui permet de faire du commun ; mais si c'est simplement un mot qui sert à utiliser, voire à recycler d'autres idées, c'est là qu'il peut y avoir détournement de sens.

Parce que la République est partout invoquée, sommée, questionnée, contestée, parfois récupérée et détournée. Elle est présentée à la fois comme un malade qu'il faudrait soigner ; comme un remède qu'il faudrait apporter ; comme des racines qu'il faudrait à tout prix préserver et protéger ; comme un avenir ; comme un âge d'or pour les nostalgiques auxquels il faudrait revenir à tout prix ; ou comme un système politique imparfait qu'il serait urgent de réformer et auquel il faudrait apporter des réponses.

De même rarement les concepts qui lui sont liés, à la République, ont été autant présents dans le débat public avec l'identité, la citoyenneté, les droits, les devoirs. Le langage républicain est omniprésent. Mais est-on sûr que ceux qui l'emploient lui accordent la même signification ? Est-ce que ce n'est pas devenu aussi une forme de langue presque étrangère à une partie de nos concitoyens qui n'entendent plus forcément la République comme un système d'égalité, de promotion, d'émancipation, mais simplement comme une institution.

Aussi, paradoxalement, plus on parle de la République et de ses valeurs, plus le besoin se fait sentir d'éclairer même son sens. Non pas pour lui donner une fois pour toute une définition qui prévaudrait sur toutes les autres et qui en exclurait certaines, non pas pour écrire une histoire officielle, un récit national, un roman –j'ai vu que cela pouvait saisir

certain– mais pour en faire la possession exclusive de la Nation et pas de telle ou telle famille politique.

Je crois que nous avons besoin d'un débat serein, sans malentendu y compris pour réfléchir sur les nécessaires évolutions. C'est pour cette raison que notre pays a voulu se doter d'un grand établissement scientifique, le CEDRE. Je voudrais remercier monsieur CHRISTIN pour l'engagement qui a été le sien pour porter cette idée avec Vincent PEILLON.

L'idée est de rassembler les meilleurs chercheurs travaillant sur la République, issus de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales : histoire, philosophie, sciences politiques, sociologie, droit, et de les laisser interroger les institutions de la République, les pratiques dans la République, les règles, les normes, les rituels dans lesquels la République s'incarne et les formes nouvelles qu'elle doit se donner. Ces chercheurs de haut niveau pourront confronter leurs perspectives d'un point de vue national mais aussi d'un point de vue international.

Pourquoi c'est nécessaire aujourd'hui ? J'en ai évoqué les raisons profondes sur le plan intellectuel et même sur le plan politique mais je veux ajouter un certain nombre de justifications liées aux circonstances. Après les attaques terroristes dont notre pays a été la cible et les événements qui ont forcément profondément marqué notre pays et pas simplement notre pays, puisque nous n'avons pas été les seuls à subir ces assauts et ces agressions, il y a eu de nombreux débats qui se sont ouverts sur le modèle républicain.

Sa capacité d'intégration, la laïcité, le vivre ensemble, la possibilité d'être unis dans la diversité, de savoir jusqu'où pouvait aller l'expression personnelle, la liberté individuelle ou ce que devait faire prévaloir la République au sens de ce que nous devons tous respecter comme loi commune, et ce que c'est ce que la République pouvait porter comme promesses, comme capacité d'emmener tous ses enfants vers le même objectif.

Il est plus important que jamais de conduire un dialogue intellectuel et universitaire par-delà nos frontières, parce que ce débat n'est pas propre à la France même s'il y a des régimes très différents, y compris au sein de l'Union européenne, des pays démocratiques. Il est très important que nous puissions voir quelle est notre spécificité, ce qui appartient à l'idée républicaine française et que nous avons en partage avec les autres, ce qui nous distingue et ce qui nous unit en Europe et au-delà de l'Europe. Car l'idée républicaine n'est pas liée à un continent, n'est même pas liée à un stade de développement. L'idée républicaine emporte finalement un message qui est universel. La mission du CEDRE, de ce nouveau centre, c'est aussi de diffuser de la connaissance auprès du plus grand nombre de citoyens.

D'abord en constituant des ressources documentaires. Le CEDRE publiera des thèses de doctorants, accueillis ici en son sein, et publiera des classiques de la pensée républicaine. Je suis ici dans l'amphithéâtre JAURES et j'imagine que JAURES aura toute sa place pour la diffusion de ce qu'était la pensée républicaine et qui, à bien des égards, reste encore parfaitement valide aujourd'hui. Presque comme si les drames de l'avant Première Guerre mondiale pouvaient éclairer sur ce qui se passe y compris aujourd'hui au plan international : la reconstitution des empires, la montée des nationalismes, le regard distant sur les libertés, ce qui avait provoqué l'affaire Dreyfus.

Autant de textes qu'il faut reprendre aujourd'hui, non pas pour en faire simplement une leçon d'histoire, mais une forme de conviction qui fait qu'à travers les âges, les mêmes passions, les mêmes drames, les mêmes épreuves, les mêmes tentations peuvent aboutir à des remises en cause de ce que l'on croyait les fondamentaux essentiels. Ce qui est frappant dans la dernière période, c'est que ce que l'on croyait le plus évident devient contestable. Ce qu'on pensait être le mieux établi devient sujet de débat. Ce que l'on croyait être des acquis

de toute une période qui avait été celle notamment de l'après-guerre, tout cela prend un sens relatif. Le relativisme a tout emporté, tout peut être discuté. Alors il est très important qu'il puisse y avoir ici un centre de recherches qui permette aux enseignants de pouvoir trouver des ressources pour l'enseignement moral et civique.

Quand la ministre de l'éducation de l'Education nationale, Najat VALLAUD-BELKACEM, a repris cette idée qui était d'ailleurs contenue dans la loi sur la refondation de l'école, beaucoup, une nouvelle fois ont contesté cette idée, comme si c'était un enseignement qui venait porter une parole officielle. Qu'est ce que signifiaient la morale et la citoyenneté ? Est-ce que c'était bien le rôle de l'école que de transmettre cette connaissance, cette valeur, ces règles de vie ? Alors que c'est le principe même de l'école que de permettre cet enseignement qui s'enrichit de toutes les sciences, de toutes les connaissances.

Faut-il pour autant qu'il puisse y avoir un centre de recherche qui alimente l'Education nationale pour lui donner tous les éléments ? Pour faire de cet enseignement moral et civique un apprentissage pour beaucoup de futurs citoyens mais aussi un facteur d'élévation de l'esprit et de connaissance de l'Histoire, connaissance aussi des règles de vie, connaissance du monde. Tel est le sens de l'enseignement moral et civique, y compris de bien comprendre les rôles qu'ont pu jouer les religions dans notre Histoire ou dans l'Histoire du monde.

Le CEDRE permettra aussi d'être un lieu de débat. La République, en effet, n'est pas un concept figé qui aurait une définition définitivement établie. On ne peut pas la réduire à un modèle unique, valable pour toutes les situations historiques que l'on pourrait ainsi plaquer et qui serait indifférent aux cultures, à toutes les diversités, à tous les apports qu'un pays comme le nôtre a pu avoir au cours des générations. De la même manière, la République n'appartient pas à un parti, ni à un siècle, ni même à un pays. La République, c'est un ensemble de règles, de fondements, de philosophies, d'aspirations qui ont une vocation universelle.

Il y a aussi cette fameuse distinction établie entre la République et la démocratie. La République est la forme qui a été prise en France par la démocratie. L'Histoire nous montre que ce ne fut d'ailleurs pas une donnée qui s'est imposée d'elle-même, mais un combat. Un combat pour que, dans la démocratie, ce soit la République qui puisse être la forme d'organisation de la vie, et même que la République puisse être pleinement démocratique. Or il a fallu, par exemple, attendre 1901, plus de vingt ans après la constitution de la IIIème République, pour que le nouveau régime se décide à accorder le droit d'association.

De la même manière, pour le suffrage universel, la République n'a accordé véritablement le suffrage universel qu'à la libération. Jusque-là, c'était réservé aux hommes de plus de vingt-et-un ans. La République, qui portait pourtant des principes, des valeurs, avait tardé à permettre cette reconnaissance, cette égalité, ce fondement-même de ce que l'on pensait et que l'on pense être la République.

Nous avons aussi un certain nombre de remises en cause qui sont nécessaires aujourd'hui pour gouverner les sociétés. Les sociétés ne peuvent plus être dirigées d'en haut, à distance, sur injonction, sans consultation ni écoute. On le sait et quand on l'ignore, on le sait encore davantage ; cela nous revient. Des réformes ont été engagées : je pense au non-cumul des mandats qui d'ailleurs maintenant est devenu une évidence, qui n'est pas remise en cause et j'en suis plutôt satisfait. Vous le savez, cela fait partie de ces réformes très contestées -il y en a d'autres- qui donnent lieu à des batailles, puis ensuite qui deviennent finalement des règles suivies par tous. Ne nous en plaignons pas.

Le rôle des républicains, a toujours été, même dans les confrontations les plus fortes qu'ils ont pu mener, de faire que la loi qui était portée par quelques-uns puisse devenir la loi pour tous, la loi de tous. Je pense qu'il faudra d'ailleurs aller plus loin que le non cumul des mandats et faire qu'il puisse être aussi dans le temps, pour que nous puissions avoir ce renouvellement. La parité a été également mise très tard dans nos règles de droit. Aujourd'hui il y a encore beaucoup à faire. Même si la loi y oblige, il y a encore cet écart entre la représentation des hommes et des femmes dans nos assemblées.

Il y a aussi la diversité de la société française que la représentation, que ce soit nationale ou locale, même si au plan local cela va plus vite, n'a pas encore véritablement traduit. Or tout ce qui concourt à réduire cet écart entre ce qu'est la société et comment elle est représentée est absolument essentiel pour la République. J'ai également relevé, et l'expérience de ce point de vue est utile, que la fabrique de la loi est devenue très lourde. La fabrique de la loi, c'était la machinerie même de la République, et c'est pourquoi il fallait du temps pour que chaque mot soit pesé, chaque principe soit discuté, débattu. Sauf qu'aujourd'hui, il y a non seulement l'urgence -elle est là : l'urgence sociale, l'urgence économique, l'urgence parfois sécuritaire- mais il y a surtout un rapport au temps qui a considérablement changé.

Ce qui pouvait être admis, c'est-à-dire un long cheminement législatif pour aboutir à un progrès qui était renvoyé à plusieurs années, n'est plus supportable. Parce que tout va vite bien sûr, et parce qu'une forme d'engagement immédiat paraît plus efficace que le temps lourd du débat parlementaire. Certains en tirent la conclusion qu'il faudrait bousculer les procédures parlementaires, faire voter des textes par ordonnance et, si c'était possible, édicter des édits comme autrefois pour qu'il puisse y avoir la mise en œuvre d'un programme. D'autres vont encore vers le référendum, considérant que l'appel au peuple pourrait être la meilleure façon de contourner le Parlement, alors même que cela exigerait de nombreux débats et que l'usage des référendums commandent à la prudence et à la retenue.

On ne sait jamais si la question est bonne, mais souvent la réponse ne l'est pas. Mais au-delà de cela, cela traduit néanmoins une réalité, c'est-à-dire le fait que le temps du débat doit être plus long avec les citoyens et plus court avec les représentants. Si d'ailleurs l'affaire de la concertation, de la consultation, de la participation a été bien menée, le débat législatif peut s'en trouver beaucoup plus enrichi sans qu'il soit besoin de multiplier les auditions ou d'ajouter des amendements qui allongent des textes au risque de les rendre plus difficilement applicables. J'ai souhaité que nous puissions avoir une procédure beaucoup moins lourde, plus rapide, éviter ces navettes, ces lectures qui hier avaient un sens, y compris dans ce qu'était le bicamérisme, les sagesses que les parlementaires pouvaient apporter à quelques emportements de l'exécutif.

Aujourd'hui c'est nécessaire d'avoir cette exigence du temps, ce rapport au temps. Parce que quand les citoyens voient un écart entre la parole politique telle qu'elle est prononcée, l'annonce, la promesse, la décision qui arrivent très en amont du texte final et qui ne voient pas de traduction concrète dans leur vie quotidienne. C'est le procès de l'impuissance qui est dressé : « alors qu'est-ce que vous faites, puisque vous nous aviez dit et qu'il n'y a rien qui s'est traduit » ou le procès, pire encore, de l'incompétence : « vous ne nous dites pas la vérité et vous n'arrivez pas à changer ».

Ce qu'il faut, c'est rétablir l'idée de la puissance du politique, de sa capacité, dans de nombreux domaines, à agir, à décider et à concrétiser les changements qui sont attendus. De la même manière, je pense que les citoyens veulent à la fois que cela aille plus vite et, en même temps, veulent eux-mêmes être davantage associés. Cela pourrait être une contradiction qui existe dans le peuple français. Je veux du pouvoir et en même temps je crains le pouvoir ; je veux que la décision soit prise et en même temps je veux être partie

prenante de la décision ; j'ai confiance dans les élus de mon territoire mais je doute de la représentation nationale - ce qui, là-aussi est un peu contradictoire.

Si on veut arriver à non pas lever cette contradiction ou faire une politique qui associerait des contraires, il faut faire justement en sorte que les citoyens puissent trouver des formes, des cadres à leur participation. Il peut y avoir le référendum d'initiative populaire, à condition que les règles soient simplifiées et que les domaines soient limités. Il peut y avoir -et moi j'y suis très favorable- le droit de pétition et la reconnaissance d'un droit à la participation citoyenne dont le Conseil économique, social et environnemental, qui est une troisième assemblée de la République, pas forcément la plus connue, pourrait être chargé de la mise en œuvre, devenant une forme d'assemblée permanente de la participation citoyenne.

Je ne parle pas simplement par rapport à des grands équipements, on en a certains à l'esprit, mais je pense, par rapport à certains choix, des choix de long terme ou des choix de société, où il est très important que les citoyens puissent dire ce qu'ils pensent à travers ce droit de pétition ou de participation citoyenne. C'est ainsi que l'on a fait pour un certain nombre d'évolutions dans la bioéthique, notamment pour la loi pour accompagner la fin de vie ou que l'on peut faire sur un certain nombre de sujets liés à la science, son application, ou à faire en sorte que nous puissions avoir davantage de droits pour la consultation liée à de grands ouvrages, y compris ceux qui seront associés à la lutte contre le réchauffement climatique.

Mais pour cela, il faut aussi qu'il y ait un engagement. Il n'y a pas de République sans engagement. Le vote est un premier engagement, il doit être à chaque fois non pas justifié – le vote est un droit mais il est aussi une forme de devoir dans une République qui sait où elle va -, le vote doit être éclairé ; le vote doit être lui aussi voulu comme non pas un acte civique mais comme une volonté de construire ensemble une société. Mais au-delà du vote, il y a l'engagement. L'engagement, c'est-à-dire la participation à ce qui n'est pas obligatoire.

J'avais lancé la généralisation du service civique et aujourd'hui il y a plus de cent mille jeunes qui sont en service civique. Il n'y en avait qu'à peine quinze mille en 2012. Il faut aller encore plus loin. On se pose souvent la question de rendre obligatoire le service civique. Moi, j'avais parlé de le rendre universel, général. C'est-à-dire que tout jeune voulant un service civique devrait être accompagné vers une mission de service civique. L'obligation n'est plus un engagement. L'engagement c'est volontaire ; c'est l'acte que je prends pour signifier que je veux être utile aux autres.

Il faut donner beaucoup plus d'ampleur au service civique tout en lui donnant ce qui fait sa force républicaine, c'est-à-dire l'acte individuel de participer dans un cadre collectif à une mission d'intérêt général. J'ai également, avec les ministres concernés -Intérieur et Défense- reconstitué la Garde nationale. La Garde nationale, c'était aussi une référence dans notre Histoire qui n'a aujourd'hui plus d'objet, puisqu'il y avait aussi la protection dans la Garde nationale de ce qui était le pouvoir. Là, il s'agit de la protection de nos concitoyens et donc la Garde nationale a connu un grand succès.

C'est finalement la réserve, ceux qui veulent être des réservistes de l'armée, de la gendarmerie, de la police et qui viennent constituer des forces supplémentaires pour que nous puissions être davantage protégés. Mais pour qu'il y ait de l'engagement des citoyens, il faut aussi qu'il y ait de l'exemplarité quant à ceux qui représentent la nation. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu que soit créée -le Parlement a été dans ce sens- une institution de l'intégrité. C'était toujours une formule qui aurait pu entraîner le soupçon et c'est précisément pour lever la suspicion qu'a été donc créée cette Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. Non pas pour que il n'y ait plus jamais de scandales, mais au contraire pour que tout soit connu, pour que tout soit vérifié et pour que, s'il y a des manquements, ils

puissent être à la fois dénoncés et sanctionnés. Je pense aussi que l'intégrité, la simplicité et même l'humilité sont les conditions de l'autorité, que la République est plus forte lorsqu'elle respecte ses principes et qu'elle n'a pas besoin de vouloir être en distance, en séparation. C'est là qu'elle prend le risque majeur dans une démocratie.

En revanche, l'autorité en République ne se construit pas en dressant les uns contre les autres. L'autorité, elle se fonde sur le respect et la confiance. L'autorité, c'est aussi la décision et trouver cet équilibre entre un exécutif qui doit être prompt, pas simplement face à des épreuves – et elles sont là – à répondre aux exigences d'un monde qui va vite et le surcroît de demande démocratique réclamé par la société.

La République ne peut pas non plus être réduite à sa conception strictement institutionnelle ou fonctionnelle. Il ne peut pas y avoir de République sans un Etat. L'Etat est un élément essentiel de la République. Sans un Etat social, sans un Etat régulateur, soucieux de réduire les inégalités et de favoriser l'émancipation et la réussite. C'est parce que la République est arrivée à donner aux citoyens cette vision-là, qu'elle couvrait les aléas de la vie, qu'elle avait une solidarité à l'égard des plus fragiles, qu'elle encourageait la promotion sociale, que la République est devenue le cadre dans lequel les citoyens se reconnaissent.

La République, ce ne sont pas des institutions, ce ne sont pas simplement des règles, des procédures : la République, c'est aussi un modèle social qui reconnaît la dignité de chacun. La République n'est pas non plus un projet qui serait achevé et risquerait l'épuisement. Non ! Il doit à chaque fois évoluer à mesure que nos sociétés changent, que les aspirations, les espoirs même où les craintes, les peurs des citoyens peuvent s'exprimer. La République doit à chaque fois redéfinir pourquoi elle donne du sens à la vie en commun.

La République, c'est de vouloir la réussite pour tous. C'est là que la République est très liée à l'école, à une école qui doit être ouverte à tous et qui doit donner l'excellence pour tous. Je suis ici à l'Ecole normale supérieure et c'est cette tradition qui est aussi une forme de reconnaissance de l'excellence, mais de l'excellence qui doit être mise au service de tous, qui ne doit pas être coupée des autres, qui doit montrer que ceux ou celles qui ont été jusqu'au bout de ce qu'ils pouvaient réussir dans leurs études pouvaient, à leur tour, donner à la République plus de confiance dans la démocratisation de l'accès au savoir et à la connaissance.

Ceux qui nous parlent de tri, de rationnement, de disparition de moyens, ne sont pas aussi fidèles qu'ils le prétendent à l'esprit républicain. Parce que l'école, c'est l'émancipation et c'est d'avoir les objectifs les plus élevés pour la Nation, notamment pour les catégories que l'on dit populaires, qui sont très liées à l'école, qui pensent que l'école c'est la façon aussi de faire réussir leurs enfants. Même si c'est plus dur et même si on sait que les inégalités demeurent encore trop fortes, qu'il y a encore trop de décrochage -même si nous avons diminué le nombre de décrocheurs- il est très important que l'école soit encore regardée comme une promesse.

Enfin, et j'en terminerai, la République n'est vraiment complète que quand elle satisfait à l'exigence de fraternité. C'était un mot dont on ne savait pas très bien quel pouvait être son sens ou sa traduction dans notre société contemporaine. Cela pouvait apparaître comme relatif à l'Histoire, à la Révolution française, à ce qu'elle avait pu porter, à une mythologie. Cela pouvait être aussi un mot qui figurait dans le répertoire moraliste de la IIIème République. En fait, la fraternité c'est le trait d'union entre la liberté et l'égalité. C'est justement pour ne pas opposer liberté et égalité qu'il y a la fraternité, parce qu'une partie des républicains a pensé que la liberté était le point essentiel et que l'égalité, pour d'autres, était la valeur qui devait être celle qui fondait et qui donnait du sens à la République. Si l'on oppose égalité et liberté, on voit bien la contradiction qui s'installe, qui peut d'ailleurs être

tout à fait légitime dans un débat public, et qui peut fonder des clivages sans que ceux qui sont pour l'égalité soient hostiles à la liberté et inversement.

La fraternité c'est ce qui permet d'unir l'ensemble des citoyens, l'ensemble du pays. Elle est plus importante encore aujourd'hui alors qu'il y a des divisions qui sont entretenues, des passions brutales qui sont exploitées, des peurs qui sont instrumentalisées. C'est là qu'il faut aussi placer la laïcité.

Le but de la République est de faire vivre ensemble des femmes et des hommes différents, qui ne sont pas semblables mais qui sont unis et qui sont égaux. Le but de la République est de faire du respect mutuel la seule règle qui vaille. Le but de la République est de s'opposer à toute tentative visant à imposer à l'autre ses préjugés, ses croyances, ses façons de vivre et, d'une certaine façon, ses règles personnelles. La République est ce qui permet d'avoir les mêmes règles pour tous.

De la même façon, même s'il y a une poussée de l'individualisme, les républicains ne doivent pas en être effrayés car la République est l'émancipation de l'individu. Il y a un risque quand cette passion pour l'émancipation individuelle devient un égoïsme privé ou personnel. C'est là que la République doit intervenir. De la même manière, la République n'est pas un système fermé qui serait lié à des frontières, qui enfermerait. La République a toujours été ouverte, a toujours porté son modèle vers les autres. Elle a toujours considéré que ce qu'il avait été possible de faire -en l'occurrence ici en France où nous sommes très attachés à la République- était finalement au service de la cause commune au-delà même de l'Europe, partout dans le monde. C'est aussi ce que votre centre de recherche va démontrer.

La République est la réponse alors que se cristallise le ressentiment entre ce qui est perçu comme le haut, le bas –c'étaient des mots d'hier- ou le système, les élites par rapport au peuple. La République est la réponse qui unit, qui fait que nous ne nous opposons pas. Cela ne veut pas dire que nous ne remettons pas en cause des ordres qui nous paraissent trop établis ou que nous ne rectifions pas des désordres qui nous paraissent trop injustes. Mais la République, est un mouvement, un mouvement qui, à chaque fois, rassemble. Alors elle est le régime politique qui émancipe l'individu, tout en permettant son intégration, sa pleine intégration à la communauté nationale, la seule qui compte. Parce qu'elle concilie le je et le nous.

Voilà pourquoi je tenais à être devant vous pour ce colloque, parce que la République sera toujours vivante dans un monde qui lui-même peut contenir des menaces -nous les connaissons- qui engendrent des bouleversements, et qui fait que nous avons besoin de points fixes, qui permettent notamment à la France non seulement de savoir d'où elle vient, mais de savoir là où elle veut aller. Votre institut incontestablement, par la qualité de ses recherches, contribuera à ce que la République soit toujours vivante. Merci. »

**Najat-Vallaud Belkacem, Ministre de l'Education et de l'Enseignement Supérieur**

« Monsieur le Ministre, cher Vincent,

Monsieur le Président de l'Université Paris Sciences et Lettres, cher Thierry COULHON,

Monsieur le directeur de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, cher Hubert BOST,

Monsieur le président de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, cher

Pierre-Cyrille HAUTCOEUR,

Monsieur le Directeur de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, cher Marc MÉZARD,

Monsieur le Directeur adjoint de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, cher Frédéric WORMS,

Monsieur le directeur du Cèdre, cher Olivier CHRISTIN,

Mesdames et messieurs les participants à ce colloque,

Mesdames et messieurs,

Chers amis,

1. Il n'y a pas si longtemps, dans une émission de radio, j'entendais une élue de la République, députée, déclarer, je cite, « qu'on la soulait avec les valeurs de la République »

.

Cela peut sembler anecdotique. C'est en réalité révélateur, en particulier venant de quelqu'un siégeant à l'Assemblée Nationale, et qui donc franchit souvent le seuil de ce lieu, sur le fronton duquel est écrit « Liberté, égalité, fraternité ».

Ce qui m'intéresse, donc, dans cette remarque, ce n'est pas la vision personnelle qu'elle exprime, mais bien le phénomène dont elle est le symptôme.

N'aurions-nous pas, vis-à-vis de la République, une sorte de détachement, une légèreté ?

Vous avez souligné, monsieur le Président de l'Université Paris Sciences et Lettres, je vous cite, que « la notion de République s'est progressivement opacifiée ». Je trouve cette remarque très juste, et c'est bien la raison pour laquelle il y a, sur ce sujet, un enjeu à la fois d'enseignement, bien sûr, et c'est le sens du Parcours Citoyen que nous avons instauré dans nos établissements scolaires, mais aussi un enjeu de formation des enseignants, et les valeurs de la République font désormais partie du tronc commun de leur formation dans les ESPE.

Mais ce qui me frappe c'est que cette opacité est moins due à un éloignement, à un brouillard qui entourerait la République, qu'à une trop grande proximité. Au fond, il y aurait, dans sa méconnaissance, un phénomène analogue à celui engendré par le dispositif de la lettre volée dans la nouvelle d'Edgar Poe, que vous connaissez sûrement.

Cette lettre est d'autant mieux cachée qu'elle est exposée à la vue de tous. Eh bien de la même façon, il y a aujourd'hui, vis-à-vis de la République, une évidence aveuglante, qui nous empêche de l'appréhender dans toute sa complexité.

Après tout, la République, nous avons le sentiment de bien la connaître. Elle nous est familière, et l'on s'autorise donc à son égard des familiarités, des remarques parfois acerbes – elle est là depuis tellement longtemps, on peut bien la critiquer ouvertement, n'est-ce pas ? Elle fait partie du décor, pourquoi s'en soucier ?



C'est vrai au fond : pourquoi s'embêter avec la République ? N'est-elle pas vouée à demeurer, quoiqu'il arrive ? Elle n'est quand même pas dans la situation des baleines blanches ou des pandas, alors pourquoi donc nous occuper d'elle ? N'avons-nous vraiment rien de mieux à faire, en ce jeudi matin ? Que faites-vous encore ici, je vous le demande ? Que faisons-nous là ?

Alors, je vous rassure, je crois au contraire que notre présence à toutes et à tous, ici, aujourd'hui, dans cette salle, fait profondément sens.

Tenir la République pour acquise, c'est commettre une grave erreur. Ce n'est pas parce que son étymologie latine nous y invite, la désignant comme la « chose publique » qu'il faut voir en elle une chose « commune », au sens où elle n'aurait rien d'extraordinaire !

Au contraire, la République, si elle est notre bien commun, est extraordinairement singulière. Elle est même exceptionnelle, comme le rappelait Jaurès dans son Discours à la jeunesse de 1903, dont je voudrais citer aujourd'hui quelques mots :

« Et voici maintenant que cette république, qui dépassait de si haut l'expérience séculaire des hommes et le niveau commun de la pensée, que, quand elle tomba, ses ruines mêmes périrent et son souvenir s'effaça, voici que cette république de démocratie, de suffrage universel et d'universelle dignité humaine, qui n'avait pas eu de modèle et qui semblait destinée à n'avoir pas de lendemain, est devenue la loi durable de la nation, la forme définitive de la vie française, le type vers lequel évoluent lentement toutes les démocraties du monde. »

Longue phrase ! Typique de cette rhétorique républicaine qu'incarna si fortement Jean Jaurès ; belle phrase, aussi, porteuse d'un optimisme profond ; mais une phrase qui nous rappelle surtout que rien n'était gagné.

Je crois que nous sommes aujourd'hui dans une période où nous aurions sans doute plus de difficulté à voir, avec une telle assurance, en la République « la forme définitive de la vie française ». La République, Jaurès le souligne, a déjà disparu par le passé.

La République n'est donc pas seulement rare : elle est aussi fragile. Elle n'en est donc que plus précieuse.

C'est bien pour cette raison qu'il me semble essentiel de la défendre, de la transmettre et de l'enseigner, et de redonner à l'Ecole son rôle de creuset de la citoyenneté.

C'est bien parce qu'elle a été le résultat d'une longue histoire, faite de luttes, de combats et de violence, que nous devons apprécier la paix qui l'accompagne, et ne pas la tenir trop rapidement pour acquise.

2. Oui, la République a beau faire, en un sens, partie du paysage, cela ne doit jamais nous empêcher de nous mobiliser et de nous engager pour elle.

Dans cet engagement, dans ce combat, nous avons besoin de la pensée et de la Recherche. Tel est le sens de la création du Centre européen des études républicaines, lancé en juin 2016 sous le haut patronage du Président de la République et sous celui de mon ministère.

Avant d'en venir à son rôle, je veux rappeler que le Cedre n'est pas seulement un centre où l'on fait de l'histoire – et de la sociologie, de la philosophie, de l'économie et des sciences politiques. C'est aussi un centre qui a une histoire, son histoire.

Bien sûr, le CEDRE n'a pas l'antiquité de la République, et il n'a pas donné lieu à des luttes aussi sanglantes – je crois que nous pouvons nous en réjouir.

Sa création a néanmoins été le fruit d'un engagement et d'une mobilisation réelle, dont je veux ce matin retracer quelques lignes – preuve, soit dit en passant, que la chronologie n'a pas complètement disparu de l'Education Nationale contrairement à des légendes tenaces, puisque sa ministre la pratique.

La chronologie nous fait d'abord remonter au début de ce quinquennat et à un homme, Vincent PEILLON, qui est à l'origine de ce beau projet.

Un homme qui a été, cela ne vous aura pas échappé, ministre de l'Education Nationale. Non content d'initier la Refondation de l'Ecole, il a aussi souhaité la fondation du CEDRE, et je veux le remercier et saluer son engagement sur ce projet.

Ce projet, je dois le dire, m'est immédiatement apparu essentiel. Devenue ministre de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, j'ai souhaité pouvoir le faire advenir dans les meilleures conditions possibles, et lui donner des moyens et un soutien à la hauteur de ses enjeux et de son ambition.

C'est la raison pour laquelle mon ministère soutient le CEDRE à travers la mise à disposition de personnels et de détachements, ainsi que par l'attribution d'un crédit annuel de fonctionnement.

Je suis donc, vous vous en doutez, très sincèrement heureuse et fière de voir ce grand et beau projet se concrétiser aujourd'hui à l'occasion de ce colloque, et je veux remercier toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la création du CEDRE.

Je veux en particulier remercier, l'université Paris Sciences et Lettres (PSL), qui a soutenu la création du CEDRE, avec trois de ses établissements membres, dont la renommée dans le domaine des sciences humaines et sociales est immense, et qui sont représentatifs de l'excellence et de l'exigence de la recherche française : l'École Pratique des Hautes Études (EPHE), l'École Normale Supérieure (ENS) et l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).

Je veux, à cet égard, remercier les Présidents de ces institutions, Thierry COULHON, HUBERT BOST, Pierre-Cyrille HAUTCOEUR, Marc MÉZARD ainsi que le Directeur Adjoint Lettres de l'ENS, Frédéric WORMS.

Je veux aussi, naturellement, saluer le directeur du CEDRE, Olivier CHRISTIN, dont je connais l'engagement et en même temps l'expertise et la compétence.

Nous partageons, messieurs, une même conviction : celle de la nécessité de nourrir la recherche par l'interdisciplinarité, par cette multiplicité des regards disciplinaires qui sera, évidemment, à l'œuvre au sein du CEDRE.

Mais cette rapide perspective historique ne nous a pas encore permis de répondre à la question qui fâche : pourquoi le CEDRE ?

Pourquoi encore la République ? Qu'est-ce qu'on peut bien dire encore là-dessus ? Y-a-t-il seulement encore des choses à dire après PLATON, CICERON, MONTESQUIEU, ROUSSEAU, JAURES, BLUM et tant d'autres ?

Je crois que la période dans laquelle nous vivons confère, à l'étude de la République et au renouvellement des recherches dans ce domaine, une certaine urgence et une profonde nécessité.

Il existe, vous le savez, deux manières de faire avancer la recherche : en abordant un objet jusqu'alors négligé, et ce fut le tournant considérable que repré-senta l'Ecole des Annales en France, par exemple, qui prit comme objet d'études des phénomènes qui jusqu'alors étaient laissés de côté par les études historiques – l'histoire des mentalités, ou l'histoire longue d'un espace géographique.

Et puis, il y a une seconde façon d'innover. Elle ne repose pas sur la nouveauté de l'objet envisagé, mais sur celle du regard que l'on pose sur celui-ci. C'est une telle innovation qui est au cœur du CEDRE, et au cœur de ce colloque inaugural.

Alors, le CEDRE, on sait maintenant d'où il vient, comment il est advenu, la raison de son avènement. Reste encore une question : quel est son but ?

Le CEDRE a trois vocations : la première, c'est de soutenir et de coordonner les recherches ayant pour objet les théories de la République, l'histoire des idées et des doctrines républicaines. La seconde, c'est d'organiser aussi bien des colloques, comme celui d'aujourd'hui, qu'un séminaire périodique destiné aux chercheurs, aux doctorants et aux étudiants. Mais il doit aussi organiser des rencontres annuelles ouvertes au public, aux collectivités, aux associations et à la presse, avec l'ambition d'en faire un lieu d'échanges et un rendez-vous citoyen, et de faire ainsi résonner un peu de ces débats enflammés qui animèrent l'agora, le forum, ou, non loin d'ici, les travées de l'Assemblée Nationale.

Enfin, le CEDRE est non seulement interdisciplinaire, il est aussi européen.

C'est là une dimension importante. La République n'a pas seulement marqué l'Histoire de la France, mais celle de l'Europe toute entière.

On trouve, chez Machiavel, des pages consacrées à la République, dans une perspective évidemment singulière, compte tenu de la personnalité de son auteur.

Et comment oublier, par exemple, cette période si riche que fut celle de la République de Weimar, dans cet entre-deux guerres qui vit finalement la République sombrer – et l'on pourrait naturellement multiplier les exemples, depuis l'histoire Antique jusqu'à l'Histoire contemporaine.

Voilà pourquoi je veux souligner qu'à l'occasion de ce colloque trois accords de coopération internationaux seront signés entre le CEDRE et trois institutions fortement impliquées dans sa création : l'Institut d'Histoire de l'Université de Neuchâtel, le Département d'Études historiques de l'Université de Turin et l'Institut Historique Allemand.

Ces accords traduisent institutionnellement la façon dont l'étude de la République nécessite de s'inscrire dans une perspective européenne.

Après tout, la République s'esquisse en Grèce dans la pensée de Platon, elle se revivifie dans la Rome Antique, elle demeure, pendant des siècles, un possible, et à partir du XVIIIème, elle est un rêve partagé, pour lequel des femmes et des hommes vont donner leurs vies.

Oui, la République a parfois été un mot vidé de son sens : l'Empire Romain, qui ne renonça jamais à l'employer, nous paraît, à bien des égards, peu républicain.

Mais République a aussi été ce mot inspirant, vibrant, tourné, non vers le passé et la nostalgie d'un âge d'or, comme chez Cicéron, mais vers l'avenir, et c'est bien ainsi que la convoque MUSSET dans LORENZACCIO.

Dans cette pièce où la Florence de la Renaissance a bien des traits de la France de Louis-Philippe, chaque dialogue est empreint du souvenir des révolutions manquées ou trahies, comme celle des journées de Juillet, mais chaque tirade dit aussi l'espoir d'une République à venir, comme lorsque Philippe STROZZI, s'écrit, je cite :

« La République, il nous faut ce mot là. Et quand ce ne serait qu'un mot, c'est quelque chose, puisque les peuples se lèvent quand il traverse l'air ! »

3. Mais au-delà des mots, la République est aujourd'hui une réalité, qui loin d'être figée, évolue, vit, et parce qu'elle vit, est aussi susceptible de mourir.

Nous voyons bien autour de nous des gens qui la banalisent ; nous sentons bien l'air s'emplier de discours, qui à force de la critiquer, la feront peut-être disparaître.

Alors, je sais bien, en prononçant ces mots, que je peux donner le sentiment de jouer à faire peur. On va nous dire que nous exagérons, ou bien souligner, et historiquement avec une certaine exactitude, que la « République en danger » est l'un des grands thèmes des discours politiques depuis bien longtemps.

D'accord.

Mais si la République est souvent en danger, n'est-ce pas justement parce que ce qu'elle demande, et ce qu'elle exige, est profondément difficile ? N'est-ce pas justement parce que ce qu'elle nécessite en termes d'engagement est immense, et que ses valeurs, loin d'être « faciles », ou « naïves », quand elles ne sont pas taxées « d'angélisme », sont justement tout sauf évidentes ?

La République, c'est aller au-delà de la perspective individuelle et égocentrée, qui nous est pourtant si naturelle. Avoir comme devise « tout pour moi, rien pour les autres », cela ne me semble pas demander beaucoup de force de volonté, simplement du laisser-aller.

Mais quand votre devise est liberté, égalité, fraternité, alors là il faut des efforts. Là il faut non seulement agir, mais s'engager. C'est cela une devise : l'horizon de notre action présente. Et une devise dépérit dès que l'on oublie à quel point elle s'énonce à l'impératif.

Et malheureusement, dans une période où l'on voit aussi bien se développer du communautarisme que des tentations autarciques de repli-sur soi, nous prenons conscience que le contrat social n'est pas anodin, qu'il n'est pas facile. Et que si des gens se sont battus, et sont morts pour la République, c'est précisément parce qu'elle était tout sauf évidente.

Nous sommes dans une période où l'on oublie sans doute tout ce que nous devons à la République. On voit bien les impôts, quand on reçoit sa feuille d'imposition. Mais on ne voit plus ce à quoi ils contribuent. Nous oublions que si nous consentons à l'impôt, c'est aussi parce que nous voulons pouvoir être dans un pays où l'on ne mesure pas vos soins à l'aune de vos capacités de remboursement ou de la qualité de votre assurance. Nous oublions que l'Ecole, qui nous a permis d'apprendre, que l'Université, qui nous permet d'étudier, et que bien des choses que nous prenons pour normales, sont en réalité le fruit de notre consentement et de notre appartenance à la République

4. La République, il nous faut la défendre, mais il nous faut aussi la comprendre, l'enseigner, la consolider et la renforcer, et pour tout cela, oui, nous avons besoin de vous, des chercheurs.

Le présent est pesant. Troublé aussi. Mais cela ne doit jamais nous conduire à occulter l'avenir. Et l'avenir s'aborde avec la recherche, avec les études, avec le travail conduit par nos équipes de recherche dans nos laboratoires, nos universités et nos grandes écoles !

C'est pour cette raison que l'on retrouve dans le CEDRE, trois liens que je crois essentiels pour la Recherche aujourd'hui.

D'abord, la recherche doit irriguer et inspirer l'action politique. Je suis toujours étonnée de voir que quand on évoque les travaux des chercheurs, certains considèrent qu'une femme ou un homme politique ne devrait pas s'en occuper.

Alors, évidemment, il ne s'agit pas d'instrumentaliser. Mais conduire une action politique sans la pensée, sans les apports de la recherche, cela me semble quand même un peu étrange, pour ne pas dire dangereux. Comme l'écrivait l'un des pères de l'Ecole des Annales, Lucien FEBVRE : « Entre l'action et la pensée, il n'est pas de cloison, il n'est pas de barrière ».

Il y a là un lien que j'ai d'ailleurs voulu établir institutionnellement, en créant les Instituts Carnot de l'Education, qui ont vocation à permettre des échanges entre la recherche et l'enseignement, dans le domaine des sciences de l'éducation, et pour contribuer à l'innovation pédagogique.

Le second lien, c'est donc celui qui unit la recherche à l'enseignement, pour apporter aux professeurs, dans nos écoles, nos collèges et nos lycées, des ressources pédagogiques pour aborder certains sujets, et notamment la République et la formation du citoyen.

C'est un lien, nous le savons, qui existe déjà. Les professeurs lisent des textes et des essais des universitaires et des chercheurs. Mais nous devons encore le renforcer.

Dans la situation où nous sommes, avec parfois des remises en question fortes des enseignements, je refuse de laisser des professeurs sans soutien pour aborder, avec leurs élèves, des questions aussi complexes.

Nous avons bien vu, au lendemain des attentats de janvier, que la situation pouvait être extrêmement difficile.

Je veux que nous puissions apporter des réponses claires, des réponses fortes, forgées précisément par les recherches et les travaux conduits sur la République, pour répondre aux défis qui sont les nôtres.

Quand la République devient méconnue, voire remise en cause, oui, il est important aussi de savoir comment l'enseigner, sans tomber ni dans un roman idéaliste, ni dans une abstraction trop poussée, mais l'enseigner telle qu'elle est, avec ses forces, son histoire, ses raisons.

Enseigner la République, c'est par exemple savoir rappeler pourquoi nos prédécesseurs ont fait le choix de la représentativité. C'est rappeler les débats et les conceptions parfois opposées qui se sont affrontées, et montrer aussi le lien entre la démocratie et la République, qui n'est pas si évident que se le figurent parfois nos élèves.

D'ailleurs, au-delà des salles de classe, je crois qu'il est bon de rappeler la raison d'être de ces institutions que certains renient frénétiquement, pensant ainsi être absolument moderne – selon l'impératif rimbaldien – quand ils ne font que rejouer de très anciennes querelles.

5. Voilà pourquoi le troisième lien, c'est celui qui unit la recherche à la société dans son ensemble, et au débat public.

C'est là un point malheureusement trop souvent oublié. On se dit, devant de tels ouvrages, c'est trop complexe, ce n'est pas pour moi, je n'ai pas le temps. Et l'on oublie que la recherche ne vient pas du ciel des idées, qu'elle n'est pas déconnectée mais profondément ancrée dans le réel.

Non, le chercheur ne vit pas dans un univers éthéré, mais dans notre monde. Et ce qui nourrit sa réflexion, sa pensée et ses études, c'est un étonnement devant ce qui est, comme en témoigne la profonde actualité des problématiques que vous allez aborder aujourd'hui dans ce colloque.

C'est un étonnement devant les spectacles de son temps qui a nourri la Poétique d'Aristote ; c'est un étonnement devant les malheurs de son époque qui a souvent nourri la pensée des Républicains. Ils ont pris au sérieux, eux, cet étonnement rapporté par la Bruyère devant « certains animaux farouches [...] répandus par la campagne » qui sont des hommes et des femmes qui « méritent de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé » ; ils ont puisé, devant de telles souffrances, la conviction de la nécessité d'agir. Ils ont fait résonner fortement la célèbre citation de Figaro dans la pièce de Beaumarchais, quand le valet, s'adressant à son maître, lui déclare : « Noblesse, fortune, un rang, des places, tout cela rend si fier ! Qu'avez-vous fait pour tant de biens ? Vous vous êtes donné la peine de naître, et rien de plus. »

L'étonnement, certains l'écrivent, d'autres en font l'origine de leur action, mais tous le partagent.

Eh bien, un même étonnement nous saisit aujourd'hui, quand on voit que nous sommes si prompts à renier ce qui nous apporte tant au quotidien, parce que nous avons cessé de voir la politique autrement que par le petit bout du buzz et des petites phrases, parce que nous avons cessé de ressentir à quel point la République est au cœur de nos vies !

La République existe : je l'ai rencontrée, et chaque enfant la rencontre dès qu'il franchit le seuil de cette institution dont l'histoire est si profondément liée à celle de la République, je veux bien entendu parler de l'Ecole.

L'Ecole qui est au cœur des discussions et des enjeux dès que l'on aborde la République, parce que l'Ecole est l'émancipation, et que la citoyenneté ne s'exerce que dans cette émancipation. Et il est urgent de rappeler que la citoyenneté n'est pas un statut passif, mais un engagement actif.

Pour tout cela, oui, nous avons besoin de la Recherche.

6. La République, il est tellement facile de la détester, parce qu'au fond, elle est viscéralement et profondément humaine, et elle a, de notre humanité, les forces et la grandeur, mais aussi la faiblesse.

La République est profondément vivante, et c'est bien ainsi qu'elle s'aborde à l'aune de ces modernités républicaines que vous évoquerez aujourd'hui et demain, en interrogeant aussi bien les modernités d'antan, comme dans la République Florentine de la fin du Moyen-âge, jusqu'aux modernités contemporaines, avec la République telle qu'elle est, telle qu'elle se fait, et telle qu'elle se pense aujourd'hui.

Oui, ce colloque nous rappelle ici que la République est vivante. Et rien ne serait pire que de la laisser dépérir, sans rien dire, jusqu'à ce qu'un jour, plus ou moins lointain, passant devant un buste de Marianne à moitié enterré, un enfant demande à son père, « C'est quoi ça ? », et que le père lui réponde : « Ça, c'était la République, une belle idée qui passa, faut d'être défendue, soutenue, et pensée. »

Je vous remercie. »

## **Marc Mézard, Directeur de l'École normale supérieure**

« Madame la Ministre,

Monsieur le Recteur,

Messieurs les Présidents,

Chers Collègues,

Citoyennes, Citoyens,

Le grand historien de la Rome antique, Claude Nicolet, auteur en 1982 du fameux opus sur L'idée républicaine en France (et par ailleurs ancien élève de cette école), écrivait au début des années 2000 : « Le mot république et ses dérivés sont mis à toutes les sauces. Fait sémantique qui serait indifférent, s'il ne cachait pas, sous un apparent consensus, de graves affadissements, des ignorances déplorables, des récupérations peu innocentes ».

Seize ans plus tard, qui peut dire que les choses ont réellement changé ? Le mot « république » semble galvaudé pour la plupart de nos concitoyens tandis que ses plus ardents défenseurs peinent à lui redonner son efficace politique face à ce que Jean Jaurès appelait « la marée lourde et visqueuse de la réaction qui monte ».

Oui, plus que jamais, nous avons besoin de la République. Mais plus que jamais aussi, nous avons besoin d'en re-légitimer l'idée, les principes et les pratiques auprès de nos contemporains, tout en travaillant ensemble à élaborer un républicanisme moderne. 2

Pour cette mission nécessaire et urgente, nous pourrions désormais compter sur le Centre européen des études républicaines, le CEDRE, créé à l'Université Paris Sciences et Lettres sous le haut patronage de la Présidence de la République, et que nous inaugurons aujourd'hui à l'École normale supérieure, et qui plus est en cette salle Jean Jaurès –tout un symbole.

Pouvait-on rêver meilleur lieu pour une telle inauguration que notre École, une institution éminemment républicaine, créée en 1794 par la Convention, avec pour ambition de « rassembler toutes les lumières et toutes les forces de la philosophie » en vue de les répandre dans « toutes les parties de la République » contre les préjugés et les superstitions toujours renaissantes ?

Le CEDRE, j'en suis certain, pourra se reconnaître dans cette ambition qui est toujours d'actualité. Mais il saura aussi se reconnaître dans des pratiques, celles de l'enseignement et de la recherche tels que nous les concevons à l'ENS, comme dans les autres établissements de PSL.

Je veux d'abord parler de la pluridisciplinarité, entendue comme un croisement de disciplines, en vue de faire éclore des savoirs aux interfaces, c'est-à-dire des nouvelles façons de voir et d'interroger le monde, au-delà de l'horizon trop étroit de nos habitudes de pensée. En voulant rassembler des scientifiques issus de différents champs du savoir afin de questionner les républicanismes, le CEDRE se retrouve évidemment dans cette ambition.

La seconde pratique sur laquelle je voudrais insister pour finir, inscrite au cœur des humanités et des sciences sociales à l'ENS, mais aussi à l'EPHE ou à l'EHESS, les établissements de PSL avec qui nous portons ce projet, et qui transparaît dans les ambitions du CEDRE, c'est l'approche globale, dite aussi parfois transnationale. En ces temps incertains que traversent nos sociétés. »



occidentales, où la tentation du repli sur soi le dispute à l'incompréhension du monde qui nous entoure, où l'on érige plus de murs que de lieux de rencontres interculturelles, l'approche globale est loin d'être un automatisme pour nos contemporains. Or la République n'est pas qu'une affaire nationale. Il y a certes une tradition française de la République, une tradition italienne, une tradition américaine. Mais ces traditions ont bien souvent été le fruit d'échanges et de circulations d'acteurs aux nationalités les plus diverses. Pour restituer ces échanges et ces circulations, il est plus que jamais nécessaire de trouver les moyens de rassembler des chercheurs du monde entier, spécialistes de terrains, de cultures et de langues différentes. C'est cette exigence transnationale, enjeu de connaissance certes, mais aussi enjeu éminemment politique, qui constituera l'un des piliers du CEDRE.

Sur ce sujet comme sur d'autres, nos institutions d'enseignement supérieur et de recherche ont une grande responsabilité, à laquelle nous ne pouvons pas nous dérober. Lorsqu'il s'est agi de créer le CEDRE, l'Ecole normale supérieure a donc répondu immédiatement présente, consciente de l'enjeu historique, et résolue à ce que les jeunes normaliens puissent aussi s'impliquer dans cette initiative, et que nous participions ainsi à former une nouvelle génération de jeunes hussards de la république.

Ayant cité Jaurès en début de discours, je me sens invité à conclure par ces mots de son camarade de promotion Henri Bergson : « L'avenir, écrivait-il, n'est pas ce qui va arriver mais ce que nous allons faire ». Gageons qu'avec le CEDRE, nous allons faire en sorte que l'avenir arbore fièrement les couleurs de la République.

Je vous remercie. »

## **Thierry Coulhon, Président de l'Université de recherche Paris Sciences et Lettres**

« Madame la Ministre,

Monsieur le Recteur, Chancelier des Universités,

Mesdames et Messieurs les chefs d'établissement,

Monsieur le Directeur, cher Olivier Christin,

Cher Vincent Peillon,

Mesdames et Messieurs,

Chers collègues et amis,

Depuis que la République existe, elle ne cesse de commencer.

Loin de ne désigner qu'un système constitutionnel, elle évoque un ensemble de valeurs, qui font l'objet d'interprétations opposées, de passions rivales, quand ce n'est pas de déformations ou de détournements.

Notre histoire ne cesse d'en offrir le témoignage. Ce n'est que depuis les années 1870 que les Républicains ont détenu le pouvoir sans interruption. Pour autant, cette victoire n'a pas mis un terme aux controverses qui entourent le mot, et l'idée que nous nous en faisons. Qu'on en juge, la troisième République a laissé place à la quatrième, puis à la cinquième. D'aucuns en appellent à une sixième.

Indéniablement, la question « Qu'est-ce qu'une République ? » demeure une interrogation récurrente, une interrogation qui vient de loin, qui tout comme son histoire, déborde largement notre cadre national.

Cette interrogation apparaît aujourd'hui d'autant plus nécessaire que la notion tend à s'opacifier et que les grands principes qui la fondent perdent progressivement de leur substance. Il se faut de peu pour que la res publica, patiente construction séculaire, ne s'efface derrière d'autres expressions, croit-on, plus éloquentes, tel le « vivre ensemble ». Plus que jamais, la République requiert un apprentissage.

L'idée du centre européen des études républicaines (CEDRE) est née de cet indispensable retour sur nous-mêmes, mais aussi sur les traditions qui nous ont menés là où nous sommes, antiques et révolutionnaires, sur les idées que nous nous faisons de la liberté, des conditions de sa réalisation.

C'est pourquoi je suis heureux et honoré qu'à la demande du Président de la République et de vous-même, Madame la Ministre, et avec votre soutien, Paris Sciences & Lettres lance aujourd'hui le CEDRE.

Je le suis d'autant plus que la démarche proposée par son Directeur, Olivier Christin et son colloque est emblématique de l'ambition et des valeurs qui ont poussé l'EHESS, l'EPHE, l'ENS et plusieurs autres établissements dont le Collège de France, l'Institut Curie, l'Observatoire, Dauphine, Mines ParisTech et 5 écoles d'art à créer ensemble PSL, une université de rang mondial au cœur de Paris.

Tout comme PSL, le CEDRE conjugue excellence et diversité pour pratiquer une interdisciplinarité radicale. Il fait dialoguer historiens, philosophes, sociologues, politistes et économistes issus de l'EHESS, de l'EPHE et de l'ENS.

Tout comme PSL, le CEDRE a une vocation internationale. Il s'inscrit au cœur d'un puissant réseau de partenariats stratégiques avec l'étranger : Lausanne, Neuchâtel, Turin ou bien encore l'Institut Historique Allemand.

Tout comme PSL, le CEDRE réinscrit dans le temps long une réflexion cruciale au devenir de nos sociétés.

Une grande université, c'est non seulement une institution qui se fixe pour but de former au plus haut niveau les talents dont ce pays a besoin, qui se fixe pour but de produire une recherche d'excellence, mais aussi une institution qui réfléchit sur le monde tel qu'il est et pour les meilleures d'entre elles comme nos partenaires Cambridge et Columbia, de faire advenir le monde nouveau.

Madame la Ministre, Monsieur le Recteur, mesdames et messieurs, face au populisme, face aux inégalités qu'il faut toujours combattre, la vieille République est plus que vivante ; comme l'indique le titre de notre colloque, elle vient de loin et constitue notre modernité.

Bienvenue à celles et ceux qui l'étudient, bienvenue à vous, Madame la Ministre. »

## **Olivier Christin, Directeur du CEDRE**

« Madame la Ministre,

Mesdames et Messieurs les élus,

Messieurs les chefs d'établissements,

Mesdames, Messieurs,

Chers collègues,

Chers amis,

Ce colloque inaugure le tout nouveau centre européen des études républicaines –le CEDRE- créé à l'invitation du président de la République et avec le soutien constant du Ministère de l'Education Nationale et du Secrétariat d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la recherche par l'Université Paris Sciences Lettres et les établissements membres, l'ENS qui nous accueille aujourd'hui, l'EPHE et l'EHESS. Je veux ici les remercier vivement de leur confiance, de leur aide dans la gestation du CEDRE et de ce colloque et de leurs attentes: elles nous honorent mais nous obligent aussi à de grandes ambitions et à des réalisations scientifiques pertinentes au-delà du monde savant lui-même.

On peut sans doute en donner pour premières preuves, le titre même de ce colloque –*Modernités républicaines*- et la photographie de l'installation de l'artiste Nicolas Milhé, qui nous a servi d'affiche, qui méritent explication tant l'un et l'autre vont au rebours des idées reçues et illustrent parfaitement les ambitions de ce nouveau centre de recherche international et interdisciplinaire.

*Modernités républicaines* : l'expression rappelle d'abord la vitalité des études qui se sont donné depuis quelques décennies pour objet les théories de la République, l'histoire des idées et des doctrines républicaines, les pratiques politiques spécifiques à l'œuvre dans les systèmes républicains et les défis contemporains qu'elles doivent relever, l'histoire des expériences politiques républicaines et l'histoire de leurs protagonistes célèbres ou non. Les acteurs de ce renouveau sont ici, même s'il était évidemment impossible de les rassembler tous pour une rencontre de deux jours seulement. Il y en aura d'autres, très vite, au printemps aux Beaux-Arts de Paris et à Lyon et Villeurbanne à l'automne.

Mais ce renouveau, qui a contribué puissamment à la constitution d'écoles de pensée, de traditions intellectuelles et de méthode d'analyse distinctes et suscité par là de formidables –et parfois d'âpres- débats n'a épuisé ni les interrogations que suscite la République comme théorie du gouvernement et comme forme historique de la politique ni les immenses ressources documentaires que l'on peut convoquer pour tenter d'y répondre. Il reste tant à faire : pour décloisonner les écoles de pensées nationales, surmonter les partages artificiels entre République et démocratie, républicanisme et libéralisme, république et socialisme, ou entre Républiques d'Ancien Régime et Républiques Modernes, pour clarifier le sens des concepts et des mots, aujourd'hui objet de détournements spectaculaires. Tant à faire aussi pour réhabiliter les expériences singulières –comme celles de la Suisse, des Provinces-Unies, qui les premières prononcèrent la déchéance d'un monarque légitime, ou de l'Amérique ibérique ; et pour retrouver la pensée de nombreux auteurs oubliés ou, pire, mal lus. C'est l'un des objectifs de ce colloque, au-delà de l'inventaire des différences et de la cartographie des territoires nationaux de la science. C'est également l'un des objectifs du CEDRE à long terme, à la faveur de futures rencontres, comme nous en avons déjà eues à Turin il y quinze jours et comme nous en aurons bientôt

en Suisse et à Madrid, mais aussi grâce à une politique exigeante de publication et de traduction des classiques –et des modernes- de la pensée républicaine.

*Modernités républicaines* peut évidemment s'entendre dans un autre sens, notamment pour l'historien moderniste que je suis, venu aux questions républicaines à travers la lecture de Leonardo Bruni, de Machiavel, des Monarchomaques français ou espagnols. L'expression peut et doit être comprise comme le choix résolu que nous avons fait de donner à ce colloque –et au-delà au CEDRE- une perspective à la fois large et longue, comparatiste et ancrée dans la longue durée. Car parler du retour de la forme républicaine en Occident en gros autour du XIIIe siècle –je parle ici sous le contrôle des spécialistes ici présents- c'est établir à la fois la participation de ce retour à la transformation des sociétés européennes, à la naissance de nouvelles institutions (les Communes, par exemple, ou les Universités), à l'émergence de nouvelles manières de penser la vie en société et la très grande diversité des expériences républicaines concrètes, de Venise à Florence, d'Amsterdam aux Grisons, qui ne fonctionnent pas sur les mêmes principes, tout en se percevant bien elles-mêmes comme des Républiques.

Dans cette longue période qui court du Moyen Age central à la première période moderne, l'exhumation des auteurs antiques, les progrès de la décision majoritaire, la redécouverte du Quod Omnes Tangit qui affirme que ce qui concerne tout le monde doit être décidé par tout le monde, l'émergence de la pensée conciliariste et la formation des théories contractualistes ont bien contribué à la modernité des sociétés européennes sans laquelle on ne peut comprendre les révolutions des XVIIe-XVIIIe siècles. Rappeler cette histoire n'est pas faire œuvre d'érudition gratuite ou destinée à la seule communauté savante : c'est se donner les moyens de comprendre ce que sont les fondements originaux des régimes républicains, que la naissance du gouvernement représentatif et le triomphe du suffrage universel (masculin) n'ont pas arasés mais réaménagés et reconfigurés.

*Modernités républicaines* : l'expression dit aussi, de manière plus ouvertement militante, que la République n'est pas une forme épuisée, une nostalgie, une rumination morose d'un passé que l'on tiendrait pour irrémédiablement défiguré ou détruit par le monde tel qu'il est, par exemple par la loi des marchés, par la passion individualiste et la multiplication des passagers clandestins de la démocratie ou par le repli communautariste. C'est, au contraire, une alternative à ce que l'on désigne aujourd'hui du terme trop commode de populisme, aux pathologies du néolibéralisme qui contribuent au succès de celui-ci, à la disparition du communisme comme horizon politique. Ce néo-républicanisme doit également constituer l'armature d'une réponse possible –mais encore à mettre en œuvre- au désenchantement démocratique et à la critique républicaine d'une République qui promettrait trop ne tiendrait pas assez et au terrorisme qui tend aux régimes républicains le piège de leur propre renoncement à ce qu'ils sont au nom des impératifs communautaires.

Parler des *Modernités républicaines* c'est donc accepter de relever ces défis et accepter de participer à la discussion de ce que doivent être les réponses démocratiques et justes qu'il est urgent de leur apporter, en imaginant de nouvelles manières de favoriser la participation des citoyens à la vie politique et à la détermination des priorités de nos sociétés au delà des seules échéances électorales, de nouvelles manières de renouveler nos institutions et nos procédures démocratiques et non de les abolir en convoquant le peuple contre la souveraineté populaire et les droits de l'homme, de nouvelles manières de fonder et de diffuser des valeurs républicaines qui ne peuvent servir d'autres fins que celles de la liberté et de l'égalité. C'est en cela un devoir de résistance, pour parler comme les Monarchomaques du XVIe siècle qui savaient ce qu'était la tyrannie.

C'est aussi le sens de cette rencontre, qui est bien elle-même un engagement républicain et je veux dire toute ma gratitude aux éminents spécialistes qui ont accepté de venir apporter leur concours à cette inauguration.

Elle préfigure ce que sera le CEDRE, ce que je tiens comme directeur fraîchement élu par le conseil scientifique à ce qu'il soit dans les années à venir : un lieu d'échange international, de circulation des idées et de débats, y compris avec le monde scolaire et le grand public, un lieu de rencontre entre traditions intellectuelles et entre disciplines, qui mobilise philosophes, historiens, juristes, économistes, sociologues et politistes, spécialistes des sciences de l'éducation mais aussi écrivains, artistes, cinéastes ou musiciens puisque tel est bien la spécificité des établissements qui nous hébergent et de PSL en particulier. Une aventure intellectuelle en somme... »

## **Frederic Worms, Directeur adjoint Lettres à l'ENS**

« Madame la Ministre,

Monsieur le Recteur, cher Gilles,

Messieurs les chefs d'établissements, chères et chers collègues, étudiants et amis,

Je suis heureux et honoré d'être associé à Olivier Christin pour ouvrir ce colloque et vous redire d'abord, après Marc Mézard et Thierry Coulhon, et avec tous nos collègues et élèves de l'ENS et de PSL le soutien et l'engagement entiers qui sont les nôtres dans le Cedre qui est inauguré aujourd'hui, et pour proposer aussi aux intervenants, que je remercie vivement quelques hypothèses concernant les sujets sur lesquels il vont nous éclairer ensuite, mieux que je ne saurais faire.

Nous nous demandions avec Hubert Bost il y a un instant si ce moment et cet événement étaient « historiques ».

Je ne sais pas si ce colloque est historique en lui-même et au sens le plus fort du terme, que nous évoquions ainsi.

Mais il est historique en tout cas pour une autre raison. Il est historique parce qu'il remet la République dans l'histoire, ou plutôt parce qu'il nous rappelle qu'elle ne l'a jamais quittée, et cela en un moment historique crucial, où elle semble remise en question, et où ce rappel ou cette reprise de l'histoire ont donc plus d'importance encore que jamais. C'est sur cette dimension historique de la République que je voudrais vous proposer trois hypothèses, à l'ouverture de nos travaux et de nos discussions.

La première raison pour laquelle la République a (ou même est) une histoire est la plus simple et la plus importante sans doute. C'est parce qu'elle consiste toujours à lutter contre une violence ou un risque de violence bien précis, qui revient lui-même toujours comme s'il était intérieur à chaque société politique, à chaque relation humaine et peut-être à chacun d'entre nous. La République consiste toujours à lutter contre un risque, non pas seulement un risque de domination, en tout cas pas seulement un risque de domination extérieure, mais un risque de division, de division intérieure à chaque société ou chaque groupe humain, risque qui sous sa forme extrême est toujours un risque non seulement de tyrannie, mais de guerre civile, qui ne cesse de revenir (et cela dans chaque pays, groupe, ou société). C'est pourquoi aussi la République ne saurait jamais être rabattue sur l'essence ou sur l'identité d'un peuple compris comme un tout puisqu'elle lutte au contraire toujours contre la division interne qui est en lui, et cela au nom d'un autre principe, qui est toujours, face à la « domination », celui de la liberté, et de l'unité. Et l'unité de la République, le « commun » ou le « public » de la République n'est donc jamais une essence, un donné ou un fait, puisqu'elle se construit contre un risque et une division. Mais c'est pour cela au contraire qu'il s'agit toujours avec la République d'une idée, d'un projet et d'une institution. Une idée, un projet, une institution, toujours à reprendre contre un risque qui revient lui aussi toujours. Une République, donc, toujours historique, sous les formes les plus variées, et cela depuis l'histoire républicaine longue que nous ont enseignée les grands spécialistes de la République qui nous font l'honneur d'être là aujourd'hui, Quentin Skinner et Philip Pettit en premier lieu. Impossible donc encore une fois de rabattre la République sur l'identité ou la totalité d'un « peuple », celui en tout cas que le « populisme » consiste toujours justement à postuler à la fois comme un tout absolu et comme une valeur absolue (au nom de laquelle on peut tout faire), alors que la République postule au contraire sa division constante et institue des limites et des principes communs et publics qui sont les seuls absolus. Telle est la première raison pour laquelle la République est historique, et cela jusqu'à aujourd'hui.

Mais la deuxième raison porte sur le deuxième mot qui intervient dans le titre de notre colloque, cette « modernité » à laquelle je donnerais pour ma part à titre d'hypothèse un sens bien précis. La spécificité qu'introduit la « modernité » dans l'histoire longue de la République consiste en effet à mes yeux dans le fait de la « démocratie », dans des principes démocratiques que la modernité découvre indépendamment si l'on veut de la République, des principes de liberté et d'égalité universelle de tous les hommes en tant que tels, mais qui vont en quelque sorte travailler la République et l'histoire de la république de l'intérieur, dans un mouvement constant et lui aussi toujours à reprendre. La République est travaillée par l'idée démocratique s'étendant toujours à de nouvelles relations et à de nouveaux domaines : les relations entre les hommes et les femmes, les parents et les enfants, les origines, les religions, les conditions, et j'en passe (introduisant de nouveaux principes dans les relations entre médecins et patients, professeurs et élèves etc). La démocratie introduit aussi dans la République une dimension qui va notamment travailler et son histoire à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle (et de la Révolution) et aussi chez ces auteurs du XIX<sup>e</sup> siècle français trop souvent oubliés (comme le souligne notamment Vincent Peillon qui les étudie et les édite depuis longtemps), je veux dire la dimension sociale. L'idée de la République se nourrit alors de l'idée de justice démocratique et sociale, et pourrait-on dire inversement, pour orienter des progrès dans une histoire, mais aussi y mesurer des écarts qui définissent aussi cette histoire, toujours en mouvement (et parfois malheureusement en recul). On ne peut opposer démocratie et République puisqu'elles vont dans le même sens et luttent contre les mêmes adversaires intérieurs, mais elles ne se recouvrent pas et l'une travaille aussi l'autre de l'intérieur, dans cette histoire qui est encore la nôtre.

Mais il y a une troisième raison ou une troisième étape de cette histoire et c'est bien sûr l'étape contemporaine, étape critique sur laquelle je ne soulignerai que deux points en allant en quelque sorte d'emblée à ses deux extrêmes, pour montrer, dans cette dimension aussi, comme dans les précédentes, tout la nécessité du Centre que nous inaugurons, avec toutes ses disciplines, l'histoire dans toutes ses dimensions, mais aussi toutes les autres. Le premier point n'est autre que le monde. Le monde de notre mondialisation. On sait que Kant voyait dans la généralisation de la République ou d'une constitution républicaine dans tous les pays une condition ou plutôt, tout simplement, la condition de la paix. La République est en jeu dans notre mondialisation, pour répondre aux problèmes cosmopolitiques les plus violents, du monde et dans le monde, l'écologie, la guerre, les migrations, et cela par une dimension cosmopolitique au sens cette fois non pas de la politique qui a le monde pour objet mais du monde qui a la politique comme cadre, et cela non pas dans une république universelle, mais dans un dialogue entre toutes les républiques, avec leurs traditions différentes et contrastées qui est un des objets les plus riches de notre Centre, avec bien entendu sa dimension internationale, européenne et au-delà. La République est donc bien le cadre pour toutes les questions de notre monde. A l'autre extrême je n'évoquerai plus pour finir le monde global, mais les débats, les idées (qui mènent le monde, à moins que ce ne soient les passions) et même les « mots » les plus singuliers de la République, qui eux aussi requièrent notre Centre, avec la plus grande précision et rigueur possible, dans une juste distance entre la guerre des langages qui sévit notamment sur internet, (avec toutes ses déformations, et manipulations, qui se propagent sans repères) et la rigueur des disciplines qui retracent le sens et les usages de ces termes dont chacun est si central et si brûlant (qu'on pense à laïcité, drapeau, liberté même, tous les « mots de la République » sur lesquels nous proposerons bientôt un ouvrage collectif). C'est ici comme dans tout ce qui précède que se justifie aussi le projet du Centre, mener un débat critique, et cela dans des institutions dont le but est la vérité et la rigueur. Des institutions qui ne sont en rien ce « système » que certains dénoncent pour tout détruire, alors que comme toutes les institutions de la République elles sont à la fois au service de tous et ouvertes au débat critique, contre



les mensonges et les soupçons. Des institutions, comme celles qui abritent le Cedre lui-même et qui donc correspondent dans leur nature même à son objet. Elles lui correspondent par elles-mêmes avec leurs savoirs et leurs disciplines. Elles le font aussi en mobilisant ces derniers face à une actualité qui ne cesse de les solliciter dans tous les domaines, comme dans ce séminaire « d'actualité critique » à l'ENS (qui porte en effet sur tous les domaines) où Olivier Christin est venu récemment comparer si profondément des déclarations récentes d'essayistes contemporains sur le martyr et le terrorisme avec les grandes pensées sur la République (telle celle de Michel de L'Hospital : « même l'hérétique reste citoyen »). Elles le feront avec leurs collègues et élèves, avec toutes les autres institutions de la république, avec tous ceux qui feront grandir et rayonner le Cedre.

Telles sont en tout cas les hypothèses que je voulais vous soumettre, au seuil de ce Centre européen d'études républicaines, avec son recul critique impliquant toutes les disciplines, accueilli dans des institutions que la vie intellectuelle consiste aussi aujourd'hui, plus que jamais, à défendre et à faire vivre de l'intérieur. Et que je vous remercie de continuer à soutenir avec nous.

Frédéric Worms »